

LE DETONATEUR SAFARI

Le 30 septembre 1972, M. Giscard d'Estaing, ministre de l'Economie et des Finances répondait à une question écrite du député... Poniowski qui s'inquiétait de la création à l'I.N.S.E.E. d'un fichier national d'état-civil :

« Il n'est bien entendu nullement question de constituer un fichier central rassemblant pour tous Français l'ensemble des informations détenues à son sujet par les diverses administrations. Le gouvernement est fermement attaché à la protection des libertés individuelles et ne pourra jamais admettre qu'il soit procédé sans discernement au rapprochement des fichiers administratifs. »

Au-delà du pittoresque de la situation, cette réponse, loin pourtant d'être rassurante, calme les inquiétudes du moment et singulièrement celles de M. Poniowski ! Le gouvernement peut d'ailleurs faire état d'initiatives qui montrent qu'il prend au sérieux le problème dit de « l'informatique et des libertés ». Il a commandé en 1969 un rapport au Conseil d'Etat sur cette question et vient de demander à un groupe d'experts du ministère de la Justice, de lui proposer des remèdes. Aux impatients qui font remarquer que le temps passe et que le fichier informatique progresse, il est répondu que le problème n'est pas encore mûr et qu'il ne saurait être question de pénaliser le développement informatique en France.

un président dans tous ses états

Le 21 mars 1974, un article du journal *Le Monde* à l'insigne privilège, d'attirer l'attention de M. Pompidou, président de la République. Il est vrai que son titre était de nature à provo-

quer à la réflexion le premier responsable du pays qui pouvait lire : « SAFARI ou la chasse aux Français ». Pas moins. Etonnement, perplexité puis convocation de quelques grands commis dans le haut lieu élyséen. Effarement : « c'était donc presque vrai ! » Enfin la décision qui tombe :

M. Messmer, premier ministre, interdit par une circulaire du 29 mars 1974 « toute interconnexion entre systèmes informatiques dépendants de ministères différents ». Il est précisé par ailleurs, « qu'aucun développement de systèmes existants ne devra être entrepris si ce n'est pour un usage interne à chaque administration ». Surtout : il est décidé la création d'une commission de sages qui devra dans des délais très courts et après enquête, proposer au gouvernement un dispositif protecteur. Avec un retard considérable, l'affaire SAFARI permet de poser dans sa généralité le problème des dangers de l'informatique. Pour déboucher sur du concret, il faudra encore attendre : publication en septembre 1975 du rapport de la commission qui dévoile l'ampleur du fichier informatique, projet de loi complètement bidon en 1977 (le gouvernement nomme nos grands protecteurs), enfin vote de la loi *informatique et libertés* en janvier 1978.

En marge du problème soulevé, cette affaire comporte une leçon de sociologie politique de la plus haute importance : le pouvoir n'est pas où l'on croit. Les « politiques » couvrent plus qu'ils ne décident vraiment. Ils deviennent ainsi complices d'une informatisation sauvage des fichiers dont ils n'aperçoivent pas toute la portée. Ce sont des complices mais des complices ignorants et manifestement dépassés. Quant aux députés, ils amusent la galerie. En agi-

tant le problème des dangers de l'ordinateur, déjà traité aux Etats-Unis dans les années 70, M. Poniowski se cherche à l'évidence un créneau qui fasse très « libéral avancé ». D'autres parlementaires feront sur le sujet des propositions de loi qui faute de crédibilité ne seront jamais discutées.

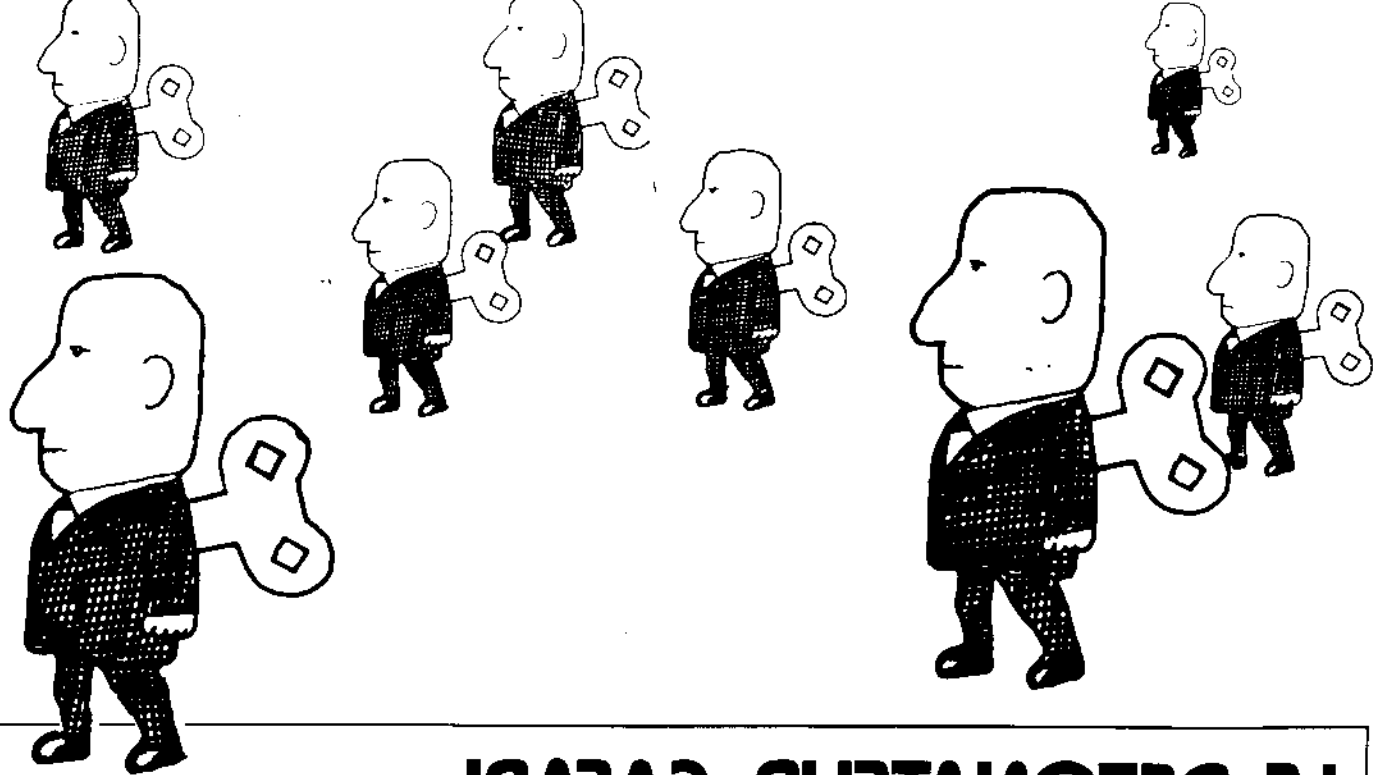
Dans ces conditions, nos libertés (ou pour les pessimistes, ce qu'il en reste) tiennent à un fil. En l'occurrence au talent d'un journaliste alerté par des informaticiens inquiets des conséquences de leur travail et à un président alerté par un titre qui le met dans tous ses états !

SAFARI...vous avez dit SAFARI ?

Pour démontrer les dangers de l'informatique, SAFARI ou Système automatisé pour les fichiers administratifs et le répertoire des individus, présente un intérêt pédagogique de tout premier ordre.

Tout d'abord le sigle choisi pour désigner un système d'interconnexion de fichiers parle de lui-même. Il suffit d'écouter avec attention. Le docteur Freud a raison : L'inconscient existe même chez les concepteurs de système. Car enfin ce n'est pas un hasard. Pour créer un sigle, il n'y a que l'embarras du choix et en général les informaticiens préfèrent donner dans le poétique (Sirène, Enéïde, Siloe...) ou l'imposant (Socrate, Platon...), Safari, ça connote manifestement le prédateur. Il n'y a qu'à se demander pourquoi.

Ensuite, c'est une opération qui a un rôle central dans la mise sur ordinateurs des Français. Elle ne consiste pas à



LE DETONATEUR SAFARI

stocker dans une machine tout ce que l'on connaît d'un individu mais enfin c'est tout comme... On n'a pas besoin d'un dessin pour comprendre les dangers d'une telle transparence. Même les plus confiants sont ici touchés. De quoi s'agit-il en effet ? De rien moins que de gérer dans un répertoire central, au bénéfice de tous les ficheurs, un identifiant unique de l'individu. Une note officielle de 1970 est fort claire : « L'objectif visé est de rendre possible une diffusion massive du numéro I.N.S.E.E. dans l'administration, voire hors de l'administration (banques, assurances...) et de généraliser ainsi son utilisation, ce qui permettrait de le rendre obligatoire. » Tout cela naturellement pour permettre d'interconnecter sans problème les fiches d'une même personne.

Concrètement, on automatise le numéro I.N.S.E.E. déjà existant (dit plus généralement numéro de Sécurité sociale) de 13 chiffres (sexe, année et mois de naissance, département et commune de naissance, numéro d'ordre) et on le met en un lieu central à la disposition des différents ficheurs. Si ces derniers veulent enrichir leurs informations sur quelqu'un (un contribuable, un demandeur d'emploi, un appelé, un client...) ils n'ont plus qu'à fusionner leurs fichiers où toute personne est indexée sur le même numéro. C'est efficace et en même temps peu voyant, presque anodin. Un fichier central des Français ? Allons donc, soyons sérieux, il ne s'agit que d'un répertoire où il n'y a presque rien...

Faut dire qu'à l'époque de la mise en place du répertoire, dans les années 70, les arguments en faveur de l'opération ne manquaient pas. On jugeait les relations administration/administré trop complexes. Fallait simplifier, réduire les

tracasseries et les questionnaires par une mise en commun de l'information entre les services. Même les notaires se plaignaient en 1968 de cette situation. Par ailleurs, l'administration devait évoluer. Pas assez efficace, trop sclérosée, trop cloisonnée disait-on. Il fallait donc réformer tout ça, « perméabiliser » les frontières de manière à ce que l'on puisse mieux administrer et contrôler. On sortait de mai 68.

Enfin, SAFARI témoigne éloquentement du pouvoir de la technocratie. Ce système n'a été soumis à aucun contrôle politique, à aucun débat public mais mis en place par une bande de technocrates dans le plus grand secret.

Qui a décidé SAFARI ? On ne sait pas. Pas la moindre trace juridique, pas le moindre décret, même pas de circulaire. On révolutionne de fond en comble des pratiques administratives séculaires, on rend l'individu complètement transparent, et personne n'en a décidé. Etrange, singulier, inquiétant. Les juristes distingués de la commission « Informatique et Libertés » ne s'y sont d'ailleurs pas trompés.

Que s'est-il donc passé ? On ne peut qu'imaginer.

INOCCUPATION

La technocratie n'est en général pas très bavarde. Faire le bien des gens estime-t-elle, c'est déjà pas si mal, si en plus il faut le leur dire... Surtout qu'en la matière, des précédents montraient que le débat public occasionnait des ennuis et même des blocages. Ainsi, en 1970, le parlement, saisi par

le ministère de la Santé, avait refusé la création d'un fichier national de santé. Il avait certes à la même époque autorisé la création d'un fichier central des conducteurs mais en compliquant les choses. Tellement d'ailleurs que, dans la réalité, on n'a pas tenu compte de son avis. Contrairement à ce que stipulait la loi, la gestion complète du fichier fut confiée au ministère de l'Intérieur. Si on devait débattre sur la place publique de la question de l'opportunité de l'interconnection des fichiers de personnes, vous voyez la rumeur !

INTENDANCE

L'opération peut toujours d'ailleurs être présentée comme une affaire d'intendance, une affaire de gestion qui ne regarde pas le Politique mais la seule administration. Après tout, il ne s'agit que d'automatiser un numéro déjà existant. On ne crée rien de neuf ; on ne fait que profiter de la plus grande efficacité d'une technique. Le répertoire ne comporte d'ailleurs que des informations très banales. Il n'y a pas de quoi fouetter un chat.

Pas d'obstacle technique à l'horizon. Pour la mise en place d'un système unique d'identification des entreprises, on se heurtera aux greffes des tribunaux de commerce. Ces greffes tiraient une partie de leurs ressources d'une procédure d'immatriculation mise en cause par l'immatriculation unique ! On devra prendre un décret en mars 1973 pour leur opposer et leur imposer le nouveau système SIRENE.